

L'ajournement

Le rapport recommande notamment que les efforts continuent de porter sur l'amélioration, l'entretien et le remplacement des systèmes de traitement des eaux usées dans le cadre de cette entente parce que les plus grandes installations fonctionnent toujours mal et qu'on n'a pas encore réussi à remédier aux problèmes de trop-plein des égouts combinés. Cette recommandation, à elle seule, exigera de la part d'un gouvernement conservateur soi-disant «progressiste» qu'il renouvelle ses engagements en ce qui concerne l'amélioration des systèmes d'égouts, surtout dans des régions comme celles de Vancouver, de l'estuaire du fleuve Fraser, du lac Ontario, du fleuve Saint-Laurent et du Bas-Saint-Laurent jusque dans les provinces maritimes. Rien ne prouve que le gouvernement ait pris des engagements en ce sens. La preuve en est que, jusqu'ici, malgré les demandes renouvelées de ma municipalité, qui se trouve dans la communauté urbaine de Toronto, pas un sou n'a été consacré à l'aménagement des égouts dans cette grande municipalité.

La Société royale a également mentionné la nécessité de cartographier les eaux souterraines autour du bassin des Grands lacs et de recueillir des données sur la géologie, l'hydrologie, les sols et la profondeur des nappes d'eau. Néanmoins, jusqu'ici, le gouvernement s'est retiré de toute activité importante en ce qui concerne la recherche et la collecte de données sur la toxicité et dans d'autres domaines.

La Société royale recommande une stratégie globale à l'égard des substances toxiques. Elle souligne qu'il faut commencer par dresser un inventaire des produits chimiques toxiques découverts en quantités assez importantes dans l'écosystème des Grands lacs. Il faut ensuite prendre des mesures en vue de mettre fin efficacement et à long terme aux écoulements provenant des dépotoirs de déchets toxiques. En troisième lieu, il s'agit de prendre des mesures de contrôle à l'égard de toutes les sources identifiables de produits chimiques qui se trouvent dans le bassin des Grands lacs. Enfin, cet organisme recommande d'implanter des centres modernes de traitement des déchets toxiques dans toutes les régions du bassin.

Lorsque j'ai lu ces recommandations, je me suis demandé ce que la Société royale pouvait bien attendre d'un gouvernement qui n'a pas prononcé publiquement la moindre parole au sujet d'une proposition que les États-Unis ont faite depuis déjà deux mois à l'égard du fleuve Niagara. Cette question a été gardée secrète au Canada même si elle a été rendue publique au sud de la frontière. Le ministre l'a sur son bureau depuis deux mois et n'a pas donné le moindre indice quant à la réponse à laquelle les citoyens de la région du Niagara et du bassin du lac Ontario peuvent s'attendre de la part du gouvernement.

● (1900)

La Société royale a recommandé la collecte de données plus précises sur les substances qui contaminent la chaîne alimentaire. Il s'agit là d'une préoccupation nouvelle et importante découlant d'une étude récemment réalisée par des chercheurs de l'Ontario au sujet de la contamination de la chaîne alimentaire résultant de l'évaporation des eaux de nos lacs et des précipitations qui se produisent dans d'autres régions.

Contrairement à cette recommandation, le gouvernement a pris des mesures qui ont entraîné l'élimination quasi-totale du projet de construction d'un centre de toxicologie modèle à Guelph. Le gouvernement a supprimé 2.5 millions de dollars de crédits dans les programmes de recherche sur les produits

chimiques toxiques approuvés chaque année par le Conseil du Trésor et consacrés à la recherche dans la région du Niagara. Il a en outre supprimé pour 70 millions de dollars de recherches générales sous les auspices du Conseil national de recherche. Et voilà que le ministre arrive à la Chambre aujourd'hui avec un simulacre, un document complètement creux et nous récite ce que nous savions déjà. Il ne nous donne pas non plus la moindre précision sur ce que l'on va faire pour redresser la situation et empêcher une détérioration de la situation dans la rivière St. Clair. Il nous dit qu'il va améliorer certaines lois. Ce ne sont pas les lois qui vont nous permettre de nettoyer cette pollution ou d'en supprimer la possibilité à l'avenir parce qu'elles n'imposent pas de contrôle précis sur les activités des industries installées le long de ce cours d'eau ni d'ailleurs de n'importe quel autre cours d'eau international.

Nous voilà donc avec un fabuleux rapport de la Société Royale du Canada et une réponse du ministre de l'Environnement (M. McMillan) à la question que j'ai posée il y a exactement une semaine, qui ne dit strictement rien et qui n'a rien à voir avec le contenu du rapport. Je suis donc passablement curieux d'entendre le secrétaire parlementaire me dire ce que le gouvernement va faire . . .

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre s'il vous plaît.

M. Caccia: . . . à la suite des recommandations de ce rapport.

M. G. M. Gurbin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, comme le sait le député, la Société Royale peut s'attendre à beaucoup plus de considération, de coopération, de compréhension et d'action de la part de notre gouvernement que du sien.

M. Caccia: Qu'en savez-vous?

M. Gurbin: Je peux le dire sans hésitation, parce que j'ai assisté pendant quatre ou cinq ans à l'inaction totale de son gouvernement.

Ce que la Société Royale nous a communiqué, c'est une évaluation qui ne nous dit pas grand-chose de plus que ce qui était déjà assez évident. Nous avons de sérieux problèmes dans des domaines précis, et il y a des moyens d'y faire face.

● (1905)

Le député de Davenport (M. Caccia) ne cesse de poser des questions, de donner des réponses et de faire des commentaires. Je me demande pourquoi il est tellement limité dans ses lectures. Pourquoi n'examine-t-il pas par exemple les nouvelles initiatives du gouvernement dans le domaine de la recherche sur les substances chimiques toxiques. Prenez par exemple le fonds de recherche toxicologique sur la faune. Le député désapprouve fort ce programme. Il est facile pour lui de marquer des points sur le plan politique en parlant des programmes de recherche sur le goéland argenté, bien qu'il sache que la majeure partie de ces programmes sont toujours en vigueur.

M. Caccia: Pas complètement.

M. Gurbin: Je suis entièrement d'accord, ils ne sont pas restés entièrement en vigueur. Dans le temps de parole dont je dispose, je voudrais toutefois être très précis parce que le député aime la précision. Il a posé une centaine de questions et